

IV. Concordance avec le compte de gestion 2015

La situation comparée du compte administratif 2015 et du compte de gestion 2015 apparaît ainsi :

Comparaison compte administratif 2015 et compte de gestion 2015			
Section de fonctionnement	Ordonnateur	Comptable	Différences
Recettes	21 614 846,73	21 614 846,73	0,00
Dépenses	22 051 952,37	22 051 952,37	0,00
Résultat de l'exercice	-437 105,64	-437 105,64	0,00
Résultat reporté (002)	-3 980 807,94	-3 980 807,94	0,00
Résultat de la section	-4 417 913,58	-4 417 913,58	0,00
Section d'investissement	Ordonnateur	Comptable	Différences
Recettes	8 703 006,35	8 703 006,35	0,00
Dépenses	5 638 751,88	5 638 751,88	0,00
Résultat de l'exercice	3 064 254,47	3 064 254,47	0,00
Résultat reporté (001)	3 415 795,83	3 415 795,83	0,00
Résultat de la section	6 480 050,30	6 480 050,30	0,00
RESULTAT GLOBAL	2 062 136,72	2 062 136,72	0,00

Le Compte Administratif est donc en concordance avec le compte de gestion du comptable public.

V. Capacité autofinancement

Malgré un résultat déficitaire en fonctionnement sur l'exercice 2015, la Commune arrive à dégager une capacité d'autofinancement (CAF) ou épargne brute de 240 085,36 €. La CAF s'est amélioré de 1, 753 M€ par rapport à l'exercice 2014.

Cette capacité d'autofinancement permet de rembourser une partie du capital des emprunts.

Années	2012	2013	2014	2015	Variation 2015/2014
Recettes réelles de fct (1)	16 140 737,99 €	17 120 457,96 €	17 516 409,89 €	21 614 846,73 €	4 098 436,84 €
% de variation		6,07%	2,31%	23,40%	
Dépenses de gestion (2)	16 988 177,31 €	17 777 859,91 €	18 830 791,36 €	21 176 268,98 €	2 345 477,62 €
		4,65%	5,92%	12,46%	
Epargne de gestion (3=1-2)	-847 439,32 €	-657 401,95 €	-1 314 381,47 €	438 577,75 €	1 752 959,22 €
Frais financiers (4)	166 511,47 €	157 983,17 €	203 441,06 €	198 492,39 €	-4 948,67 €
Epargne brute (5=3-4)	-1 013 950,79 €	-815 385,12 €	-1 517 822,53 €	240 085,36 €	1 757 907,89 €
Remboursement du capital (6)	530 413,91 €	631 009,31 €	724 834,14 €	822 587,72 €	97 753,58 €
Epargne nette (5-6)	-1 544 364,70 €	-1 446 394,43 €	-2 242 656,67 €	-582 502,36 €	1 660 154,31 €

V. Mobilisation du fonds de roulement

Années	2012	2013	2014	2015	en cumul
Investissement	5 287 259,91 €	7 007 481,98 €	2 730 627,08 €	4 816 164,16 €	19 841 533,13 €
% de variation		32,54%	-61,03%	76,38%	
Epargne disponible	-1 544 364,70 €	-1 446 394,43 €	-2 242 656,67 €	-582 502,36 €	-5 815 918,16 €
Subventions et dotations (FCTVA...)	3 947 978,86 €	3 469 098,07 €	3 788 943,04 €	5 420 677,35 €	16 626 697,32 €
Emprunt	3 300 000,00 €	3 100 000,00 €	0,00 €	2 605 138,00 €	9 005 138,00 €
Mobilisation du fonds de roulement	-416 354,25 €	1 884 778,34 €	1 184 340,71 €	-2 627 148,83 €	25 615,97 €
Total des ressources	5 287 259,91 €	7 007 481,98 €	2 730 627,08 €	4 816 164,16 €	19 841 533,13 €
Fonds de roulement debut d'exercice	4 897 172,62 €	5 313 526,87 €	3 428 748,53 €	2 244 407,82 €	
Fonds de roulement de fin d'exercice	5 313 526,87 €	3 428 748,53 €	2 244 407,82 €	4 871 556,65 €	

Grâce à l'amélioration de sa capacité d'autofinancement et à l'augmentation des recettes relatives aux subventions et aux dotations d'investissements, la Commune n'a pas mobilisé son fonds de roulement sur l'exercice 2015. Au contraire, elle arrive à dégager un apport sur fonds de roulement de 2 627 148,83 € sur cet exercice. Le fonds de roulement a donc progressé de 2 627 148,83 €. Il passe de 2 244 407,82 € au 31/12/2014 à 4 871 556,65 € au 31/12/2015.

Sur les quatre derniers exercices, la Commune n'a mobilisé son fonds de roulement que de 25 615,97 €.

Le fonds de roulement qui était de 4 897 172, 62 € au 31/12/2011 passe à 4 871 556,65 € au 31/12/2015.

Ceci exposé, Monsieur le Maire invite les membres de l'assemblée délibérante à bien vouloir se prononcer sur le Compte Administratif 2015 du Budget Principal.

Madame Andrée BABOUL sollicitant la parole et l'obtenant, dit rester surprise par ces résultats de 2014 à 2016. Bien que le détail a été expliqué par le Directeur du Service Financier dit-elle, son groupe ne comprend pas ces différences.

Le Maire lui répond qu'il se félicite du travail accompli par le service financier qui a oeuvré pour rattraper les retards. Tout cela s'explique par le fait que la commune a pu récupérer le FCTVA sur ces années, et bénéficier du dispositif de préfinancement du FCTVA, qui est accessible à toutes les collectivités pour de l'investissement prévu sur l'année 2015. Il s'agit dit-il, de prêts à taux zéro qui permettront d'obtenir une avance sur la trésorerie, en attendant le remboursement effectif de la TVA.

Véritablement dit-il, la commune est dans une situation où elle pourra petit à petit se retrouver dans une position transparente, claire et surtout avec une capacité d'autofinancement qui sera positive jusqu'en 2019, tel que présentée lors du débat des orientations budgétaires.

Madame Joëlle SANKALE-SUZANON sollicitant la parole et l'obtenant, souligne qu'il reste la question du FNGIR qui alourdit le budget de la commune. Elle souhaite connaître combien de temps durera ces prélèvements. Elle demande si il y aura une perspective de fin.

Le Maire lui répond que malheureusement le FNGIR est une dépense obligatoire et prélevée à la source sur une période de vingt ans. Suite à la réforme de la fiscalité en 2010, les ressources fiscales de chaque commune selon le cas, seront diminuées ou augmentées d'un prélèvement FNGIR comme il avait eu l'occasion de le préciser.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1612-12, L.1612-13, L.2121-14 et L.2121-31 ;

VU la délibération en date du 24 février 2015 adoptant le **Débat d'Orientation Budgétaire** ;

VU la délibération en date du 01 avril 2015 adoptant le **Budget Primitif 2015** ;

VU les délibérations en date du 05 août 2015 et du 25 novembre 2015 adoptant les **Décisions Modificatives** ;

VU l'avis de la Commission des Finances du 24 mars 2016 ;

Le Maire expose sur l'exécution budgétaire 2015 ;

CONSIDÉRANT que le Maire s'est retiré ; et que Madame Patricia LEVEILLE est élu(e) président(e) de la séance ;

CONSIDÉRANT que le nombre de présents est porté à 20 conseillers ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI l'exposé du Maire,

DONNE ACTE à Monsieur Jean GANTY, Maire, de la présentation faite du **Compte Administratif 2015**, laquelle se présente comme suit :

Libellés	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
I. Prévisions			
a) Recettes	22 657 982	11 469 442	34 127 424
b) Dépenses	22 657 982	11 469 442	34 127 424
II. Réalisés			
a) Recettes	21 614 846,73	8 703 006,35	30 317 853,08
b) Dépenses	22 051 952,37	5 638 751,88	27 690 704,25
III. Résultat exercice 2015	-437 105,64	3 064 254,47	2 627 148,83
IV. Résultat clôture 2014	-3 980 807,94	3 415 795,83	-565 012,11
V. Résultat clôture 2015	-4 417 913,58	6 480 050,30	2 062 136,72
VI. Restes à réaliser			
a) Recettes	0,00	3 838 816,45	3 838 816,45
b) Dépenses	0,00	2 487 038,51	2 487 038,51
c) Solde	0,00	1 351 777,94	1 351 777,94
VII. Résultat global	-4 417 913,58	7 831 828,24	3 413 914,66

PRECISE que le Compte Administratif 2015 de la commune de Rémire-Montjoly est en concordance avec le Compte de Gestion 2015 du Comptable Public.

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion, relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, aux fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

RECONNAÎT la sincérité des restes à réaliser.

ARRÊTE les résultats définitifs tels résumés ci-dessus.

VOTE ⇒ Pour = 19 Contre = 00 Abstention = 06

9°/ Budget Primitif 2016« Budget Principal »

Continuant avec le neuvième point de l'ordre du jour, Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante, que lors de la réunion du Conseil Municipal en date du 24 février 2016, le Conseil Municipal débattait des orientations budgétaires 2016.

Il soumet à leur approbation le projet de Budget Primitif 2016 qui est construit sur la base des orientations définies lors du débat d'orientations budgétaires :

- Le projet politique
- Une fiscalité maîtrisée
- Une maîtrise des dépenses de fonctionnement
- La restauration de l'épargne nette
- Un volume d'investissement adapté à notre capacité budgétaire

À ce jour, la collectivité ne dispose pas encore du montant de certaines recettes prévisionnelles, telle que la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), l'octroi de mer ou le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC).

Aussi, dès que la Commune aura reçu les notifications des éléments chiffrés relatifs aux recettes à percevoir sur l'exercice 2016, des ajustements seront proposés par Décision Modificative à intervenir.

LE BUDGET PRINCIPAL

Le Maire propose un projet de Budget Primitif 2016, contenant des prévisions, tant en dépenses qu'en recettes, qui s'élève à 36 715 772 €, réparties de la manière suivante :

SECTIONS	2015	2016	ÉVOLUTION	
			Euros	%
I) Fonctionnement				
a) Dépenses	22 657 982	24 726 961	2 068 979	9,13%
b) Recettes	22 657 982	24 726 961		
II) Investissement				
a) Dépenses	11 654 434	11 988 811	334 377	2,87%
b) Recettes	11 654 434	11 988 811		
III) Total Budget				
a) Dépenses	34 312 416	36 715 772	2 403 356	7,00%
b) Recettes	34 312 416	36 715 772		

A) LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les recettes prévisionnelles de la section de fonctionnement s'élèvent à 24 726 961 €. Cette somme permet de financer :

- les dépenses de fonctionnement pour un montant de 20 209 047 €
- le déficit de clôture 2015 pour un montant de 4 417 914 €
- le virement vers la section d'investissement d'un montant de 100 000 €

1) Les recettes de fonctionnement

Chapitres	Libellés	Budget Primitif 2015	Budget Primitif 2016	EVOLUTION
	RECETTES DE L'EXERCICE	22 657 982,00	24 726 961,00	2 068 979,00
920	Services généraux des administrations publiques locales	283 700,00	356 834,00	73 134,00
921	Sécurité et salubrité publiques	60 000,00	70 000,00	10 000,00
922	Enseignement - Formation			
923	Culture	3 500,00	7 000,00	3 500,00
924	Sports et Jeunesse	51 000,00	102 000,00	51 000,00
925	Interventions sociales et Santé			
926	Famille		175 000,00	175 000,00
927	Logement	20 000,00	5 000,00	-15 000,00
928	Aménagement et services urbains - Environnement			
929	Action économique	76 000,00	50 000,00	-26 000,00
931	Opérations financières			
932	Dotations et participations non affectées	4 868 692,00	5 011 912,00	143 220,00
933	Impôts et taxes non affectées	17 295 090,00	18 949 215,00	1 654 125,00
934	Transferts entre sections			
935	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement			

2) Les dépenses de fonctionnement

Chapitres	Libellés	Budget Primitif 2015	Budget Primitif 2016	EVOLUTION
	DEPENSES DE L'EXERCICE	22 657 982,00	24 726 961,00	2 068 979,00
920	Services généraux des administrations publiques locales	3 833 200,00	4 018 000,00	184 800,00
921	Sécurité et salubrité publiques	2 074 634,00	1 969 000,00	-105 634,00
922	Enseignement - Formation	4 682 000,00	4 695 000,00	13 000,00
923	Culture	781 300,00	408 000,00	-373 300,00
924	Sports et Jeunesse	1 475 800,00	1 403 000,00	-72 800,00
925	Interventions sociales et Santé	602 000,00	600 000,00	-2 000,00
926	Famille	405 000,00	401 000,00	-4 000,00
927	Logement			
928	Aménagement et services urbains - Environnement	3 712 100,00	3 655 741,00	-56 359,00
929	Action économique	85 600,00	2 000,00	-83 600,00
931	Opérations financières	194 507,00	167 205,00	-27 302,00
932	Dotations et participations non affectées (versements)			
933	Impôts et taxes non affectées (versements)		2 102 375,00	2 102 375,00
934	Transferts entre sections (5)	610 041,00	787 726,00	177 685,00
935	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement			
936	Frais de fonctionnement des groupes d'élus			
938	Dépenses imprévues			
939	Virement à la section d'investissement	220 992,00	100 000,00	-120 992,00
002	Résultat de fonctionnement reporté N-1	3 980 808,00	4 417 914,00	437 106,00

B) LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Les recettes prévisionnelles de la section d'investissement s'élèvent à 11 988 811 €. Ces recettes permettent de financer :

- les dépenses d'investissement de l'exercice de 9 501 773 €
- les restes à réaliser de dépenses d'investissements pour un montant de 2 487 039 €.

1) Les recettes d'investissement

Chapitres	Libellés	Budget Primitif 2015	Budget Primitif 2016	EVOLUTION
	RECETTES D'INVESTISSEMENT	11 654 434	11 988 811	334 377
903	Culture		10 000,00	10 000,00
904	Sports et Jeunesse		10 000,00	10 000,00
912	Dotations et participations non affectées	516 000,00	762 218,89	246 218,89
913	Impôts et taxes non affectées	187 154,00		-187 154,00
914	Transferts entre sections (5)	610 041,00	787 726,00	177 685,00
919	Virement de la section de fonctionnement	220 992,00	100 000,00	-120 992,00
95	Produits des cessions d'immobilisations			
001	Résultat d'investissement reporté N-1	3 415 795,00	6 480 050,00	3 064 255,00
	RESTES A REALISER (RECETTES)	6 704 452	3 838 816	-2 865 636

Les recettes d'investissement sont composées :

- du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (F.C.T.V.A.) pour un montant de 762 219 €
- de subventions pour un montant de 3 858 816 €
- des amortissements pour un montant de 787 726 €
- du virement de la section de fonctionnement pour un montant de 100 000 €
- de l'excédent d'investissement reporté pour un montant de 6 480 050 €

2) Les dépenses d'investissement

Les dépenses prévisionnelles d'investissement ont été établies sur la base des orientations définies lors du débat d'orientations budgétaires. Les opérations inscrites au budget primitif 2016 sont les suivants :

Liste des opérations inscrites au budget primitif 2016	
Intitulé de l'opération	Montant
Réhabilitation de l'ancienne Ecole de Remire	200 000
Aménagement des canaux d'évacuation des eaux pluviales	100 000
Aménagement du cimetière paysager de RM	400 000
Groupe scolaire de Cabassou	100 000
Groupe scolaire Eco Quartier	50 000
Extension Ecole E. Honorien	100 000
Extension Ecole E. Gentilhomme	350 000
Ecoles (gros travaux)	100 000
Aménagement d'un parcours sportif	350 000
Aménagement du stade de football du vieux chemin	300 000
Equipements intérieurs du pôle culturel	174 000
Clôture mini circuit et réparations diverses	100 000
Salle de classe minidoque	70 000
Aménagement des locaux du centre technique	200 000
Couverture du hall du vieux chemin	190 000
Réaménagement de l'hôtel de ville	70 000
Réhabilitation de l'hôtel de ville	400 000
Création de voiries Liaisons diverses BVLB LAMA Liaison crèche	550 000
Divers équipements	300 000
TOTAL	4 104 000

Les opérations en cours de réalisation	
Libellé de l'opération	Montant
Programme Base Avancée	300 000
Aménagement de la Place Borga	20 000
Extension de l'école Edgard Galliot	60 000
Classe spécialisée école Moulin à vent	10 000
Réhabilitation de la place Lakou Mango	25 000
Aménagement voie de liaison Parc Lindor - Route du Tigre	60 000
Cuisine centrale (travaux de réhabilitation)	20 000
Aménagement intérieur de la salle culturelle	30 000
RHI piste Tarzan et Manguiers	200 000
Pôle social (travaux)	20 000
TOTAL	745 000

Le montant des subventions d'équipements versés s'élève à 973 530,40 €. Il s'agit de l'opération RHI Arc-En-Ciel.

Chapitres	Libellés	Budget Primitif 2015	Budget Primitif 2016	EVOLUTION
	DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	11 654 434	11 988 811	334 377
900	Services généraux des administrations publiques locales	1 074 367,74	1 501 068,27	426 700,53
901	Sécurité et salubrité publiques	150 000,00	140 000,00	-10 000,00
902	Enseignement - Formation	1 275 000,00	1 040 000,00	-235 000,00
903	Culture	300 000,00	454 000,00	154 000,00
904	Sports et Jeunesse	700 000,00	1 360 000,00	660 000,00
905	Interventions sociales et Santé	100 000,00	20 000,00	-80 000,00
908	Aménagement et services urbains - Environnement	1 200 000,00	1 943 030,40	743 030,40
909	Action économique	290 000,00		-290 000,00
911	Remboursement de dettes et autres opérations financières	909 982,00	3 043 674,16	2 133 692,16
	DÉPENSES DE L'EXERCICE	5 999 350	9 501 773	3 502 423
	RESTES A REALISER (DEPENSES)	5 655 084	2 487 039	-3 168 046

Les dépenses prévisionnelles de la section d'investissement s'élèvent à 11 988 811 €. Les dépenses de la section d'investissement sont identiques aux recettes d'investissement, respectant ainsi le principe légal de l'équilibre budgétaire.

Au vu des éléments ci-dessus, le Maire invite les membres de l'assemblée délibérante à bien vouloir se prononcer sur ce projet de Budget Primitif 2016.

Madame Stéphanie PREVOT sollicitant la parole et l'obtenant, demande une précision sur le projet de budget primitif 2016. Elle pose la question de savoir à quoi correspondent les dépenses et les recettes d'investissement pour la ligne « familles » et « actions économiques ».

Le Directeur des Services financiers précise que les recettes d'investissement correspondant au chapitre « familles » concernent les loyers perçus par l'association les « Chrysalides » pour la crèche de Rémire, et l'association « la Grenouillère » pour la crèche Henri Saccharin ainsi que la subvention du contrat enfant jeunesse qui n'apparaît pas en 2015, mais l'écriture est repris au Compte Administratif 2015 qui correspond aux versement de la subvention de 2013 et 2014 que verse la CAF à hauteur de 100 000 €.

Concernant l'action économique, cela concerne les loyers et baux des terrains du PAE de Dégrad des Cannes représentant un montant de 50 000 €.

Monsieur Christophe MADERE sollicitant la parole et l'obtenant, souhaite avoir des précisions sur les dépenses de fonctionnement qui diminuent de moitié, notamment le chapitre de la culture entre le budget primitif de 2015 et celui de 2016.

Il lui est répondu que dans le budget primitif 2015 il s'agissait d'une prévision, et dans un souci de maîtrise des dépenses, cette année cette ligne budgétaire a été diminuée.

Madame Joëlle SANKALE-SUZANON sollicitant la parole et l'obtenant pose la question de savoir à quel stade se trouve le pôle social Joseph HO TEN YOU, car il apparaît en dépense d'investissement l'équipement du mobilier. Elle demande si dans la diminution de la ligne budgétaire pénalisera la mise en service de cet équipement d'une part, et voudrait connaître ou en est le projet du PAE de Dégrad des Cannes ainsi que l'extension.

Monsieur Rodolphe SORPS délégué à la culture invité à répondre, précise que le gros œuvre et l'ensemble de l'aménagement a été réalisé, notamment la sonorisation, le plancher, la scène. Par contre, il faut prévoir un aménagement intérieur estimé à environ 74 000 €, somme qui est d'ailleurs inscrite au budget primitif de cette année dit-il.

Il poursuit en précisant que les demandes de financement faites auprès de la DAC, se sont soldées par une aide de 20 000 €. Ce qui n'était pas suffisant pour boucler le budget.

Concernant le projet d'extension du PAE, le Maire lui précise que le Parc d'Activités Économiques situé dans la zone artisanale de Dégrad des Cannes, est un projet communal pour lequel il est prévu une extension. Pour mettre en place cette extension, la Collectivité doit récupérer les parcelles qui jouxtent le terrain du Grand Port Maritime pour justement faire avancer ce dossier.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1612-2 à L.1612-9 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

VU l'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables ;

VU le Débat d'Orientation Budgétaire 2016 du 24 février 2016 ;

VU l'avis de la commission communale des finances du 24 mars 2016 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI les explications du Maire et sur sa proposition,

APRÈS en avoir délibéré,

APPROUVE le projet de Budget Primitif 2016 (*Budget Principal*) de la ville de Rémire-Montjoly qui s'équilibre en dépenses comme en recettes à la somme de **36 715 772 €**, soit 24 726 961 € à la section de fonctionnement et 11 988 811 € à la section d'investissement.

VOTE ⇒ Pour = 20 Contre = 00 Abstention = 06

10°/ Compte de Gestion 2015 du DSU

Abordant le dixième point de l'ordre du jour, Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'assemblée, que le **Compte de Gestion** retrace les opérations budgétaires tant en dépenses qu'en recettes.

Le Maire, en sa qualité d'ordonnateur émet des mandats en dépense et des titres en recette. Ces opérations d'exécution budgétaire sont contenues dans un **Compte Administratif**.

Le Receveur Municipal, en sa qualité de comptable public et après vérifications réglementaires, paye les mandats et recouvre les titres émis par l'ordonnateur. Ces opérations sont retracées au **Compte de Gestion**.

La présentation du **Compte de Gestion** est analogue à celle du **Compte Administratif**.

Le Comptable Public établit un **Compte de Gestion** par budget voté, c'est-à-dire, le budget principal, les budgets annexes (*Développement Social Urbain, Régie Municipale des Transports*) et autonomes (*Caisse des Écoles*) s'agissant de la commune de Rémire-Montjoly.

Après avoir été soumis au vote du Conseil Municipal, les Comptes de Gestion sont mis en état d'examen et produits par le Comptable Public à la Chambre Régionale des Comptes au plus tard le 31 décembre qui suit la clôture de l'exercice auquel ils se rapportent.

Ayant reçu le Compte de Gestion du DSU avant le 1^{er} juin 2016 et le vote arrêtant les comptes devant intervenir au plus tard le 30 juin 2016, le Maire communique ci-dessous les résultats du Compte de Gestion 2015 du Receveur Municipal :

Commune de Rémire-Montjoly - DSU				
	Résultat de clôture 2014	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2015	Résultat de clôture 2015
Investissement	238 501,16	0,00	14 117,76	252 618,92
Fonctionnement	-761 523,96	0,00	216 958,39	-544 565,57
TOTAL	-523 022,80	0,00	231 076,15	-291 946,65

De ce qui précède, le Maire demande aux membres de l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur le Compte de Gestion 2015 du Développement Social Urbain.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1612-12, et L.2121-31 ;

VU l'avis de la commission des finances du 24 mars 2016 ;

Le Maire présente le Compte de Gestion 2015 du Développement Social Urbain ;

APRÈS S'ÊTRE FAIT PRÉSENTER le Budget Primitif 2015, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modifications qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

APRÈS S'ÊTRE ASSURÉ que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2014 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans les écritures ;

CONSIDÉRANT que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées ;

1^o STATUANT sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2^o STATUANT sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

3° STATUANT sur la comptabilité des valeurs inactives ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI les explications du Maire,

APRÈS avoir délibéré,

DÉCLARE que le Compte de Gestion pour l'exercice 2015 dressé par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

PRECISE que le Compte Administratif 2015 du Développement Social Urbain est en concordance avec le Compte de Gestion 2015 du Comptable Public.

VOTE ⇒ Pour = 20 Contre = 00 Abstention = 06

11°/ Compte Administratif 2015 du Développement Social Urbain (DSU)
--

Continuant avec le onzième point de l'ordre du jour, Monsieur le Maire présente aux membres de l'assemblée délibérante, le Compte Administratif 2015 du Développement Social Urbain qui comporte un résultat de clôture de **-291 946,65 euros**.

Par section, il est le suivant :

1. Section de fonctionnement **- 544 565,57 euros**
2. Section d'investissement..... **+ 252 618,92 euros**

Libellés	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
I. Prévisions :			
a) Dépenses	2 971 450	436 501	3 407 951
b) Recettes	2 971 450	436 501	3 407 951
II. Réalisés :			
a) Dépenses	1 707 430,63	38 208,24	1 745 638,87
b) Recettes	1 924 389,02	52 326,00	1 976 715,02
III. Résultats exercice 2015	+ 216 958,39	+ 14 117,76	+ 231 076,15
IV. Résultat clôture 2014	- 761 523,96	+ 238 501,16	- 523 022,80
V. Résultat clôture 2015	- 544 565,57	+ 252 618,92	- 291 946,65
VI. Reste à réaliser	+ 546 000,00	0	0
VII. Résultat total	+ 1 434,43	+ 252 618,92	+ 254 053,35

Le détail des écritures figure dans le document ci-joint.

Ceci exposé, Monsieur le Maire invite les membres de l'assemblée délibérante à bien vouloir se prononcer sur le Compte Administratif 2015 du Développement Social Urbain (DSU).

Madame Joëlle SANKALE-SUZANON sollicitant la parole et l'obtenant, pose la question de savoir si les contributions de l'année annoncée concernent bien les nouveaux rythmes scolaires qui ont été versées pour la période de septembre à décembre 2015.

Le Directeur du Service Financier précise que ces contributions seront versées en 2016 et seront prévues sur le budget Primitif de cette année.

Le Maire invite Monsieur Jean-Marc AIMABLE chef de mission du DSU, qui corrobore les propos du DSF, en précisant que la seule subvention qui a été perçue jusqu'alors concerne l'A.S.P. qui est une allocation de l'état pour l'aménagement des temps scolaires correspondant à 90 € par enfant. Concernant les recettes de la CAF dit-il, la commune n'avait pas souscrit au temps d'aménagement scolaire à l'époque, cette subvention ne pourra être versée à la Collectivité que pour l'année scolaire 2016 – 2017 et qui sera reconduite systématiquement chaque année.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.16-12-13, L.2121-14 et L 2121-31 ;

VU la délibération n°2015-23/RM en date du 1^{er} avril 2015 approuvant le budget primitif 2015 ;

VU l'avis de la commission des finances du 24 mars 2016 ;

Le Maire expose sur l'exécution budgétaire 2015 ;

CONSIDÉRANT que Madame Patricia LEVEILLE est élu(e) président(e) de la séance, et que le Maire s'est retiré au moment du vote ;

CONSIDÉRANT que le nombre de présent de ce fait, est porté à 20 conseillers municipaux ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI l'exposé du Maire,

DONNE ACTE à Monsieur Jean GANTY, Maire, de la présentation faite du Compte Administratif 2015, lequel peut se résumer ainsi :

Libellés	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
I. Prévisions :			
a) Dépenses	2 971 450	436 501	3 407 951
b) Recettes	2 971 450	436 501	3 407 951
II. Réalisés :			
a) Dépenses	1 707 430,63	38 208,24	1 745 638,87
b) Recettes	1 924 389,02	52 326,00	1 976 715,02
III. Résultats exercice 2015	+ 216 958,39	+ 14 117,76	+ 231 076,15
IV. Résultat clôture 2014	- 761 523,96	+ 238 501,16	- 523 022,80
V. Résultat clôture 2015	- 544 565,57	+ 252 618,92	- 291 946,65
VI. Reste à réaliser	+ 546 000,00	0	0
VII. Résultat total	+ 1 434,43	+ 252 618,92	+ 254 053,35

PRECISE que le Compte Administratif 2015 du Développement Social Urbain est en concordance avec le Compte de Gestion 2015 du Comptable Public.

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion, relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, aux fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

ARRÊTE les résultats définitifs tels résumés ci-dessus.

VOTE ⇒ **Pour = 19** **Contre = 00** **Abstention = 06**

12°/ Budget Primitif 2016 du Développement Social Urbain (DSU)

Abordant le douzième point de l'ordre du jour, Monsieur le Maire soumet aux membres de l'assemblée délibérante, le projet de Budget Primitif 2016 du Développement Social Urbain.

Le Budget Primitif 2016 s'élève à 2 477 475 €, répartis de la manière suivante :

- Section de fonctionnement : 2 175 426 €
- Section d'investissement : 302 049 €

Le budget primitif 2016 est présenté en équilibre aussi bien en section de fonctionnement qu'en section d'investissement.

SECTIONS	2015	2016	ÉVOLUTION	
			Euros	%
<u>I) Fonctionnement</u>				
a) Dépenses	2 971 450	2 175 426	-796 024	-26,79%
b) Recettes	2 971 450	2 175 426		
<u>II) Investissement</u>				
a) Dépenses	436 501	302 049	-134 452	-30,80%
b) Recettes	436 501	302 049		
<u>III) Total Budget</u>				
a) Dépenses	3 407 951	2 477 475	-930 476	-27,30%
b) Recettes	3 407 951	2 477 475		

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

I. Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement, estimées à la baisse par rapport à l'exercice précédent notamment au chapitre 74 regroupant la participation communale, s'élèvent à 2 175 426 €. Elles sont en diminution de 791 324 € et se répartissent comme suit :

Chapitre	Libellé	BP 2015	BP 2016	Evolution N-1
70	Produits des services et ventes	125 000	95 000	-24,00%
74	Dotations et participations	2 322 450	1 531 126	-34,07%
013	Atténuation des charges	0	1 500	0,00%
77	Produits exceptionnels	0	1 800	0,00%
001	Reste à réaliser	524 000	546 000	4,20%
Total recettes		2 971 450	2 175 426	-26,79%

II. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement tout comme les recettes tendent à la diminution. Elles s'élèvent à 2 175 426 € et se composent de la façon suivante :

Chapitre	Libellé	BP 2015	BP 2016	Evolution N-1
011	Charges à caractère général	277 600	175 000	-36,96%
65	Autres Charges de gestion courante	1 880 000	1 229 430	-34,60%
67	Charges exceptionnelles	0	180 000	0,00%
042	Opération d'ordre	52 326	46 430	-11,27%
002	Résultat de fonctionnement reporté N-1	761 524	544 566	-28,49%
Total dépenses		2 971 450	2 175 426	-26,79%

LA SECTION D'INVESTISSEMENT

III. Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement s'élèvent à 302 049 € réparties comme suit :

Chapitre	Libellé	BP 2015	BP 2016	Evolution N-1
13	Subvention d'investissement	145 674	3 000	-97,94%
001	Résultat d'investissement reporté N-1	238 501	252 619	5,92%
040	Dotations & Amortissements	52 326	46 430	-11,27%
Total recettes		436 501	302 049	-30,80%

IV. Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 302 049 € réparties comme suit :

Chapitre	Libellé	BP 2015	BP 2016	Evolution N-1
20	Immobilisations incorporelles	10 000	13 535	35,35%
21	Immobilisations corporelles	426 501	288 514	-32,35%
Total dépenses		436 501	302 049	-30,80%

De ce qui précède, le Maire demande aux membres de l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer, sur le projet de Budget Primitif 2016 du DSU.

Madame Joëlle SANKALE-SUZANON sollicitant la parole et l'obtenant, demande comment est calculée l'augmentation des restes à réaliser au BP 2016.

Il lui est répondu que cela se traduit par la participation de la commune sous forme de subvention, il s'agit de recettes certaines qui n'ont pas fait l'objet de titre de recettes.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1612-2 à L.1612-9 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

VU l'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables ;

VU l'avis de la commission des finances du 24 mars 2016 ;

Le Maire présente et commente les propositions inscrites au budget annexe.

Il propose d'adopter le projet de Budget Primitif 2016 du Développement Social Urbain de la ville de Rémire-Montjoly.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUÏ les explications du Maire et sur sa proposition ;

APRÈS en avoir délibéré,

APPROUVE le Budget Primitif 2016 du Développement Social Urbain qui s'équilibre en dépenses comme en recettes à la somme de **2 477 475,00 €** soit :

- **2 175 426,00 €** de crédits budgétaires inscrits à la section de fonctionnement
- **302 049,00 €** de crédits budgétaires inscrits à la section d'investissement.

VOTE ⇒ Pour = 20 Contre = 00 Abstention = 06

13°/ Compte de Gestion 2015 de la RMT
--

Abordant le treizième point de l'ordre du jour, Monsieur le Maire soumet aux membres de l'assemblée délibérante, le **Compte de Gestion** qui retrace les opérations budgétaires tant en dépenses qu'en recettes.

En sa qualité d'Ordonnateur, il émet des mandats en dépense et des titres en recette.

Ces opérations d'exécution budgétaire sont contenues dans un **Compte Administratif**.

Le Receveur Municipal, en sa qualité de comptable public et après vérifications réglementaires, paye les mandats et recouvre les titres émis par l'ordonnateur. Ces opérations sont retracées au **Compte de Gestion**.

La présentation du **Compte de Gestion** est analogue à celle du **Compte Administratif**.

Le Comptable Public établit un **Compte de Gestion** par budget voté, c'est-à-dire, le budget principal, les budgets annexes (*Développement Social Urbain, Régie Municipale des Transports*) et autonomes (*Caisse des Écoles*) s'agissant de la commune de Rémire-Montjoly.

Après avoir été soumis au vote du Conseil Municipal, les Comptes de Gestion sont mis en état d'examen et produits par le Comptable Public à la Chambre Régionale des Comptes au plus tard le 31 décembre qui suit la clôture de l'exercice auquel ils se rapportent.

Ayant reçu le **Compte de Gestion** de la RMT avant le 1^{er} juin 2016 et le vote arrêtant les comptes devant intervenir au plus tard le 30 juin 2016, je vous communique ci-dessous les résultats du **Compte de Gestion 2015** du Receveur Municipal :

Commune de Rémire-Montjoly - RMT				
	Résultat de clôture 2014	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2015	Résultat de clôture 2015
Investissement	255 802,25	0,00	53 027,00	308 829,25
Fonctionnement	-159 928,43	0,00	33 045,89	-126 882,54
TOTAL	95 873,82	0,00	86 072,89	181 946,71

De ce qui précède, le Maire demande aux membres de l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur le Compte de Gestion 2015 de la Régie Municipale des Transports.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1612-12, et L.2121-31 ;

VU l'avis de la commission des finances du 24 mars 2016 ;

APRÈS S'ÊTRE FAIT PRÉSENTER le Budget Primitif 2015, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modifications qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

APRÈS S'ÊTRE ASSURÉ que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2014 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans les écritures ;

CONSIDÉRANT que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées ;

1° STATUANT sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2° STATUANT sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

3° STATUANT sur la comptabilité des valeurs inactives ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI les explications du Maire,

APRÈS avoir délibéré,

DÉCLARE que le Compte de Gestion pour l'exercice 2015 dressé par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

PRECISE que le Compte Administratif 2015 de la Régie Municipale des Transports est en concordance avec le Compte de Gestion 2015 du Comptable Public.

VOTE ⇒ Pour = 20 Contre = 00 Abstention = 06

14°/ Compte Administratif 2015 de la Régie Municipale des Transports (RMT)

Poursuivant avec le quatorzième point de l'ordre du jour, Monsieur le Maire présente aux membres de l'assemblée délibérante, le Compte Administratif 2015 de la Régie Municipale des Transports, il comporte un résultat de clôture de **181 946,71 euros**. Par section, il est le suivant :

- 3. Section de fonctionnement **- 126 882,54 euros**
- 4. Section d'investissement..... **+ 308 829,25 euros**

Libellés	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
I. Prévisions :			
a) Dépenses	351 827	308 829	660 656
b) Recettes	351 827	308 829	660 656
II. Réalisés :			
a) Dépenses	176 369,11	0	176 369,11
b) Recettes	209 415,00	53 027,00	262 442,00
III. Résultats exercice 2015	+ 33 045,89	+ 53 027,00	+ 86 072,89
IV. Résultat clôture 2014	- 159 928,43	+ 255 802,25	+ 95 873,82
V. Résultat clôture 2015	- 126 882,54	+ 308 829,25	+ 181 946,71
VI. Reste à réaliser	0	0	0
VII. Résultat total	- 126 882,54	+ 308 829,25	+ 181 946,71

Le détail des écritures figure dans le document ci-joint.

Conformément à l'article L.2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales, je vous demande d'arrêter le Compte Administratif 2015 de la RMT.

De ce qui précède, il vous est demandé de bien vouloir vous prononcer sur le Compte Administratif 2015 de la Régie Municipale des Transports.

Madame Joëlle SANKALE-SUZANON sollicitant la parole et l'obtenant, intervient sur les dépenses de fonctionnement, elle souligne que les résultats de clôture pour 2014, 2015 sont négatifs et toutes les dépenses de personnel sont prises en charges sur le budget principal. Ce que l'on peut comprendre dit-elle, c'est que les dépenses sont beaucoup plus importantes que celles annoncées dans le BP ; elle aurait souhaité qu'un rapport d'activités soit dressé afin de se rendre compte des dépenses effectuées.

Le DSF lui répond que sur l'exercice 2015, le budget est excédentaire qui permet d'éponger le déficit cumulé.

Le Maire précise que ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'au niveau de la RMT, il y a des dépenses qui sont peu élevées et qui correspondent à des charges obligatoires.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.16-12-13, L.2121-14 et L 2121-31 ;

VU la délibération n°2015-24/RM en date du 1^{er} avril 2015 approuvant le budget primitif 2015 ;

VU l'avis de la commission des finances du 24 mars 2016 ;

CONSIDÉRANT que Madame Patricia LEVEILLE est élu(e) président(e) de la séance, et que le Maire s'est retiré au moment du vote ;

CONSIDÉRANT que le nombre de présent de ce fait, est porté à 20 conseillers municipaux ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI l'exposé du Maire,

DONNE ACTE à Monsieur Jean GANTY, Maire, de la présentation faite du Compte Administratif 2015, lequel peut se résumer ainsi :

Libellés	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
I. Prévisions :			
a) Dépenses	351 827	308 829	660 656
b) Recettes	351 827	308 829	660 656
II. Réalisés :			
a) Dépenses	176 369,11	0	176 369,11
b) Recettes	209 415,00	53 027,00	262 442,00
III. Résultats exercice 2015	+ 33 045,89	+ 53 027,00	+ 86 072,89
IV. Résultat clôture 2014	- 159 928,43	+ 255 802,25	+ 95 873,82
V. Résultat clôture 2015	- 126 882,54	+ 308 829,25	+ 181 946,71
VI. Reste à réaliser	0	0	0
VII. Résultat total	- 126 882,54	+ 308 829,25	+ 181 946,71

PRECISE que le Compte Administratif 2015 de la Régie Municipale des Transports est en concordance avec le Compte de Gestion 2015 du Comptable Public.

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion, relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, aux fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

ARRÊTE les résultats définitifs tels résumés ci-dessus.

VOTE ⇒ Pour = 19 Contre = 00 Abstention = 06

15°/ Budget Primitif 2016 de la Régie Municipale des Transports (RMT)
--

Arrivant au quinzième et dernier point de l'ordre du jour, le Maire soumet aux membres de l'assemblée délibérante, le projet de **Budget Primitif 2016 de la Régie Municipale des Transports**.

Il rappelle que la Régie Municipale des Transports (RMT) de la commune de Rémire-Montjoly est dotée de la seule autonomie financière et que son budget est donc, soumis aux dispositions relatives au plan comptable M43 abrégé applicable aux services publics locaux de transport de personnes.

Le Maire précise que l'équilibre du projet de Budget Primitif 2016, s'établit comme suit :

I – SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses à la somme de..... 308 910,00 €uros

Recettes à la somme de..... 308 910,00 €uros

II – SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses à la somme de 361 856,00 €uros

Recettes à la somme de361 856,00 €uros

TOTAL GÉNÉRAL DU BUDGET (I+II)670 766,00 €uros

Des éléments qui précèdent, le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur ce projet de Budget Primitif 2016.

PROJET DE BUDGET PRIMITIF 2016

I) SECTION DE FONCTIONNEMENT

A) DEPENSES :

Chapitre 60 - Achats et variations de Stocks (A) 55 000,00

Art.60631 - Pièces de rechange	2 000,00
Art.60633 - Fournitures de magasin	1 500,00
Art.6066 - Achat de carburant	46 000,00
Art.60681 - Autres matières et fournitures (pneumatiques)	5 000,00
Art.60682 - Achats de pièces de rechange	500,00

Chapitre 61 - Services extérieurs (B) 71 000,00

Art.611 - Prestations de services	8 000,00
Art.61551 - Entretien réparation matériel	33 000,00
Art.6156 - Maintenance	6 000,00
Art.6162 - Primes d'assurance	22 000,00
Art.618 - Divers services	2 000,00

Chapitre 64 - Charges de personnel et frais assimilés (E) 3 000,00

Art.6476 - Vêtements de travail	3 000,00
---------------------------------	----------

Chapitre 68 - Dotations aux amortissements et provisions. (F) 53 027,00

Art.6811 - Dotations aux amortissements	53 027,00
---	-----------

D002 RESULTAT REPORTE (G) 126 883,00

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (A+B+C+D+E+F+G)	308 910,00
---	-------------------

Pour mémoire chapitre 011 126 000,00

Pour mémoire chapitre 012 3 000,00

Pour mémoire Dotation aux provisions et aux dépréciations (semi budgétaire) 53 027,00

Pour mémoire Résultat Reporté D002 126 883,00

B) RECETTES

Chapitre 70 -Redevance pour services rendus (A) 37 000,00

Art.7061 - Prestations de services	37 000,00
------------------------------------	-----------

Chapitre 74 - Dotations et participations (B) 271 910,00

Art.7474 - Participation communale	271 910,00
------------------------------------	------------

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT (A+B)	308 910,00
---	-------------------

II) SECTION D'INVESTISSEMENT

A) DEPENSES :

Chapitre 21 - Autres immobilisations (A) 361 856,00

Art. 2182	Matériel de transport	270 000,00
Art. 2183	Matériel de bureau et informatique	45 000,00
Art. 2184	Mobilier	46 856,00

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT (A)	361 856,00
--	-------------------

B) RECETTES :

Chapitre 28 - Amortissement

Art.28182	Amortissements mat. de transport	52 736,00
Art.28183	Amortissements matériel de bureau	291,00

R001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE 308 829,00

TOTAL DE RECETTES D'INVESTISSEMENT (B)	361 856,00
---	-------------------

III) BALANCE GÉNÉRALE

1) DEPENSES 670 766,00

a) Sect. de fonctionnement	308 910
b) Sect. d'investissement	361 856

2) RECETTES 670 766,00

a) Sect. de fonctionnement	308 910
b) Sect. d'investissement	361 856

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1612-2 à L.1612-9 et L.2221-1 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

VU la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 modifiée d'orientation des transports intérieurs ;

VU la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, notamment son article 108 (XI-D) ;

VU l'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables ;

VU l'avis de la commission des finances du 24 mars 2016 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI les explications du Maire et sur sa proposition ;

APRÈS en avoir délibéré,

APPROUVE le Budget Primitif 2016 de la **Régie Municipale des Transports (RMT)** qui s'équilibre en dépenses comme en recettes à la somme de Six Cent Soixante-dix Mille Sept Cent Soixante-six euros (**670 766 €**) soit :

- Trois Cent Huit Mille Neuf Cent Dix euros (**308 910 €**) de crédits budgétaires inscrits à la section de fonctionnement ;
- Trois Cent Soixante et Un Mille Huit Cent Cinquante Six euros (**361 856 €**) inscrits à la section d'investissement.

VOTE ⇒ Pour = 20 Contre = 00 Abstention = 06

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, Monsieur le Président déclare ensuite la séance close et la lève à 20 h 30 mn.

Fait et clos les jour, mois et an susdits

La secrétaire de séance,

Le Maire,

Fania PREVOT

Jean GANTY